



La réforme du choc des savoirs a donc été annulée par le Conseil d'État avec effet au 6 juillet 2025 et le Ministère a déjà annoncé qu'un décret serait pris pour couvrir la décision de cette haute juridiction.

D'emblée, rappelons que, dans un contexte de résultats PISA désastreux, le SENRES est pour les classes de niveau(✕), mais sous conditions que nous allons vous expliquer en quelques textes dont celui-ci.

1°) Bien sûr, cette prise de position va nous attirer les foudres des opposants à la réforme du choc des savoirs qu'ils présentaient comme facteur de tri social, d'étiquetage, d'orientation préconçue, etc.

Mais, ces opposants se trompent : ce qui est en cause, c'est la capacité de l'école publique à résister à la concurrence trop souvent déloyale de l'école privée et la survie de l'ascenseur social que l'école publique représente encore pour les élèves des familles les moins fortunées.

Et, pour résister, pour survivre, l'école publique doit, sans tabou, avoir le courage et les moyens d'être une école de progrès pour les plus faibles mais également une école de l'excellence pour les meilleurs.

2°) Et pour cela, il faut que cesse une habitude trop souvent répandue dans la classe hétérogène : la transformation des bons élèves en supplétifs du professeur lorsqu'ils ont terminé l'exercice commun alors qu'ils pourraient, voudraient, apprendre et s'exercer plus et plus vite.

Ce détournement de l'élève, qui est à l'école pour apprendre et non pour suppléer le professeur, même si c'est pour canaliser les élèves les plus perturbateurs, nous heurte d'autant plus qu'il est validé par des agents publics qui ont démontré par leurs études, leur formation et leur vocation, leur appétence pour la connaissance mais qui limitent le savoir qu'ils dispensent en le calquant sur les élèves les plus faibles.

3°) Certes, on pourra nous expliquer qu'aider un camarade de classe est solidaire et formateur.

Mais, nous répondrons à ces faux-fuyants que la solidarité ne s'apprend pas qu'à l'école et qu'elle ne saurait constituer un prétexte à un nivellement scolaire par le bas et à un égalitarisme forcené que, scrutin après scrutin, une majorité de français rejette avec toujours plus de force.

D'autant plus, qu'on peut, légitimement, s'interroger sur le sens que les meilleurs élèves donneront à cette "solidarité" imposée, socialement enrichissante mais scolairement appauvrissante.

Quel souvenir garderont-ils de l'école publique s'ils n'accèdent pas à l'orientation désirée, s'ils échouent dans leurs études, s'ils n'ont pas l'emploi désiré parce qu'ils n'ont pas le diplôme attendu ?

Réponse probable ? Encensés par des parents trop contents de se décharger de leur culpabilité et très soucieux de se justifier, ils en voudront à l'école publique en soutenant qu'elle a échoué dans le premier rôle qui lui est dévolue : l'égalité des chances de réussite. **Pire**, ils s'en souviendront dans l'isolement !

D'où cette première conclusion : "l'expert" en démocratie, A. Pinochet, a eu cette phrase qui apparaît de plus en plus prémonitoire : « *La démocratie porte en elle le germe de sa propre destruction* ».

A l'heure où une partie grandissante des français adhère aux idées de partis politiques qui ne rêvent, à l'image d'un D. Trump, que de mettre la main sur l'école publique voire de la démanteler, il nous apparaît impératif de ne pas créer plus de frustration et de ressentiment envers l'école publique afin d'éviter de faire porter à cette dernière et, à terme, à la démocratie, les germes de leur propre destruction.